

Journal de 20 heures

François Léotard : « Y a plus que nous qui enterrons les morts ! Comment se fait-il que, sur l'ensemble de la planète, il n'y ait que les Français pour faire ce type de travail ? »

Dominique Bromberger, Isabelle Baillancourt

TF1, 14 août 1994

Certains observateurs sur place pensent qu'un million de réfugiés pourraient se retrouver sur les routes quand l'opération Turquoise se terminera.

[Dominique Bromberger :] [...] de rester un petit moment en notre compagnie parce que il faudrait dire un mot, euh..., puisque vous avez eu l'occasion de déjeuner en compagnie de chefs d'État africains sur le Rwanda. Le Rwanda pourrait connaître un nouvel exode. La perspective du départ des troupes françaises provoque une grande inquiétude. Certains observateurs sur place pensent qu'un million de réfugiés pourraient se retrouver sur les routes quand l'opération Turquoise se terminera. Nos envoyés spéciaux Isabelle Baillancourt et Gilles Hémart se sont rendus à Gikongoro où les troupes françaises tentent de rassurer la population.

[Isabelle Baillancourt :] Le chef d'un détachement français parmi d'autres [on voit Éric de Stabenrath parler au micro devant des villageois et dire : "Y a des gens qui ont crié dans le village : 'Les Inkotanyi arrivent, les Inkotanyi arrivent !'. Les gens sont partis et on a pillé leurs maisons. C'était pas des Inkotanyi, c'était des [inaudible] qui ont volé les maisons"]. Tribun improvisé face au village de Gikongoro, vaincre la peur et convaincre les [inaudible] de ne pas prendre la fuite [on voit Éric de Stabenrath donner le micro à un Rwandais qui traduit ses propos]. Personne ne ménage plus ses efforts pour

répondre aux inquiétudes et aux nombreuses interrogations de la population.

[”Erik” [Éric] de Stabenrath, ”RICM”, s’adressant à des réfugiés : ”Y a trois solutions, hein. C’est soit je retourne sur mes collines ou dans mes biens de l’autre côté de la rivière [inaudible]. Je reste dans la zone de sécurité. Et le FPR vient de déclarer à Turquoise qu’il s’engageait – il s’engageait devant la communauté internationale – à ne pas faire entrer une seule troupe armée dans la zone de sécurité”.

Un réfugié : ”Il y a ce qu’on dit et ce qu’on fait. La différence est grande. Les gens ont peur du FPR, voilà ! En un mot, FPR ça signifie : égal mort !”.

Éric de Stabenrath : ”La troisième solution, c’est de retourner à Bukavu..., d’aller à Bukavu. Moi je sais pas quelle est la bonne solution mais je sais quelle est la mauvaise solution : si vous allez à Bukavu, vous allez tous mourir là-bas !”.

Un réfugié [il désigne de la main une feuille de papier que tient le réfugié qui s’est précédemment exprimé] : ”Ça c’est de..., de l’intoxication”.]

Un dialogue difficile. La tâche n’est pas aisée pour les troupes qui viennent relever les Français depuis plusieurs jours. [Inaudible] Tchadiens qui sont arrivés ne sont pas encore découragés. Leur mission ? A priori la même que les Français. Patrouilles, sécurité et contact avec la population [on voit des soldats tchadiens en train de patrouiller au milieu de la population].

Ce sergent tchadien ne cache pas les obstacles qu’il rencontre déjà avec des paysans souvent illettrés.

[Abdel-Karim Hassane, ”Sous-Lieutenant” : ”Le problème de confiance est difficile. Parce qu’on ne partage pas la même langue”]

Puis ils découvrent le camp de Musenge. Un camp bien loin de la route des distributions alimentaires. Une certaine tension y règne. Des hommes de Kigali auraient infiltré la région. Bien sûr, aucune preuve, aucun témoignage. Mais les Tchadiens doivent apprendre la patience et la conviction [on voit les soldats tchadiens patrouiller dans le camp en compagnie d’un militaire français].

[Un réfugié : - ”FPR... il nous attaque pour nous tuer”. Un soldat tchadien : - ”Non ! [Inaudible] il t’attaque pas, ils vont rester [inaudible]. Y a rien qui va t’arriver !”.]

Encore un million et demi de réfugiés dans la zone de sécurité, l’opération Turquoise n’a plus le temps de jouer les voltigeurs de la confiance.

[Isabelle Baillancourt, face caméra, devant des réfugiés : ”Rien bien sûr n’est encore joué. Mais ici, la bonne collaboration entre les Français et les Tchadiens pourrait éviter ce que tout le monde redoute, à savoir un deuxième

exode”.]

[**Dominique Bromberger interviewe à présent en duplex François Léotard.**]

Dominique Bromberger : Alors, François Léotard, ce..., ce report..., ce reportage donne quand même à réfléchir : les Français doivent-ils partir en tout état de cause même si leur départ risque de provoquer un nouvel exode ?

François Léotard, "Ministre de la Défense" : Nous avons pris la décision – vous vous souvenez – de partir pour le 22 août. Quand je dis "nous", c'est la communauté internationale. Nous avons un mandat de l'ONU qui se termine le 21 août au soir. Euh, comment voulez-vous que nous restions si ce mandat n'est pas renouvelé ? Ça n'est pas le cas aujourd'hui. Si le gouvernement de Kigali – le nouveau gouvernement de Kigali – nous demande de partir ? Ce qu'il fait aujourd'hui, euh..., presque tous les jours. Et si enfin le statut de nos forces n'est pas établi ? Toutes ces conditions aujourd'hui nous... poussent à dire que le 22 août sera une date respectée par la France. Et c'est la date que la communauté internationale nous a fixée. Et j'observe d'ailleurs que, on nous demande aujourd'hui avec insistance de rester. Et pratiquement ceux qui le font sont ceux qui re..., nous reprochaient il y a quelques semaines d'y être [inaudible] vite. Je crois que la France – et vous l'avez vu à travers ce reportage – a fait son devoir. Elle continue à le faire aujourd'hui. Vous avez vu ces soldats remarquables, exceptionnels. Je..., je..., je..., je dis cela parce que tous les observateurs étrangers nous le disent ! Y a plus que nous qui enterrons les morts ! Je parle du côté du Zaïre. Y a plus que nous. Personne ne veut le faire. Vous avez vu ces soldats qui, euh, essaient de convaincre la population de rester sur place, qui essaient de rassurer, qui font un travail admirable. Eh bien, comment se fait-il que... sur l'ensemble de la planète, il n'y ait que les Français pour faire ce type de travail ? C'est ce que nous avons dit à la communauté internationale. Et nous lui demandons de prendre le relais. Vous avez vu les contingents africains, ils sont en train de venir. Normalement, si les choses se déroulent comme nous l'avons souhaité – et nous faisons pression pour cela auprès des gouvernements étrangers –, nous serons totalement remplacés le 22 août au matin. Bien entendu, comme le Premier ministre l'a dit à plusieurs reprises, nous sommes un pays responsable et nous ferons attention à ce que notre départ, programmé pour cette date, ne provoque pas de nouvelles difficultés. Mais à l'heure qu'il est, la décision du gouvernement français est prise, en accord avec le président de la République, et elle n'a pas de raison d'être modifiée.

Dominique Bromberger : Alors, un dernier mot maintenant puisque

le..., le Premier ministre [inaudible] dire si l'embargo sur les armes est levé en [...]